



Cliquer pour
agrandir
4,5 €

L'ère du pétrole cher (n.2889)

Problèmes économiques
La Documentation française

Problèmes économiques

N° 2.889

21 décembre 2005

DOSSIER : L'ère du pétrole cher

La Chine ou l'émergence d'un géant énergétique

Ifri

Pierre Noël et Michal Meidan

En pleine expansion, l'économie chinoise a connu un taux de croissance de 9,5 % en moyenne par an durant les vingt dernières années. L'explosion de la demande automobile qui en a directement résulté - les ventes individuelles ont cru de 86 % en 2003 - a entraîné un accroissement de la consommation énergétique de l'ordre de 90 % entre 1980 et 2002 (contre 20 % en Europe, sur la même période). Entre 2002 et 2004, la Chine a contribué pour 52 % à la croissance de la demande énergétique mondiale pesant incontestablement sur l'évolution des cours du pétrole. Le pays, pourtant cinquième producteur mondial, est ainsi confronté à un problème d'offre important qui le conduit à développer des politiques d'exploitation intensive de ses réserves et d'ouverture partielle de son amont pétrolier aux investisseurs étrangers. La Chine doit en outre faire face à sa faible efficacité énergétique qui l'oblige à consommer 3 fois et demie plus de pétrole que les Etats-Unis (et 5 fois plus que l'Union européenne des quinze) pour générer une quantité de richesse comparable.

L'OPEP : chronique d'une mort annoncée ?

Bulletin de l'industrie pétrolière

Régis Collioux

Jean-Claude Lacoste

Les pressions de la demande sur le marché pétrolier remettent en cause la politique des quotas. Mais l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) n'est pas affaiblie. Il semble, au contraire, que ce soit l'occasion pour l'OPEP de favoriser les investissements afin d'assurer une croissance de l'offre, de restaurer sa crédibilité en offrant une transparence accrue au niveau des chiffres affichés de capacités de production et, pourquoi pas, de fixer le prix du baril en euros puisque 45 % des demandes d'importations adressées au Moyen-Orient proviennent d'Europe.

Les économies de l'OCDE sont-elles toujours sensibles à un choc pétrolier ?

Diagnostics, Prévisions et Analyses Economiques

Nicolas Carnot et Catherine Hagège

Les effets économiques d'un choc pétrolier dans les pays importateurs sont divers et les auteurs reviennent sur les mécanismes " classiques " d'une hausse du prix du pétrole. Ainsi, à court terme, la perte de pouvoir d'achat des ménages, consécutive à cette hausse, les conduit à ajuster à la baisse leur volume de consommation. De même, les entrepreneurs (salariés) sont tentés de compenser la perte de revenus (pouvoir d'achat) entraînée par le choc pétrolier en relevant les prix de vente (en demandant des augmentations de salaire). A long terme, la hausse du prix du pétrole diminue la rentabilité des secteurs énergivores provoquant une modification de la structure productive. Les auteurs tentent de quantifier ces effets, pour la période actuelle, à l'aide de modèles économiques et en déduisent que les économies développées sont de moins en moins sensibles aux chocs pétroliers en raison de la baisse du degré d'utilisation du pétrole et d'un environnement d'inflation plus stable.

Les économies en développement : grandes victimes du pétrole cher

Agence internationale de l'énergie

Plus la dépendance pétrolière (mesurée par la part relative des importations de pétrole dans le total) est forte, plus les répercussions d'une hausse des cours mondiaux sont négatives. Ainsi, les continents asiatique et africain (hors pays de l'OPEP) seraient les plus touchés. Dans ces régions, l'augmentation du prix du pétrole impliquerait une diminution significative des taux de croissance, une érosion du solde des balances commerciales et une forte hausse des taux d'inflation. Leur faible efficacité énergétique - la consommation pétrolière indienne (3 % du Produit intérieur brut) est 2,8 fois plus élevée que celle des pays développés dans leur ensemble - amplifie ces effets. En outre, le renchérissement de la facture énergétique incite à un ajustement économique brutal impliquant une forte contraction de la consommation domestique. Il encourage également à des dépréciations soudaines des monnaies locales face au dollar, qui accroissent le coût du service de la dette externe.

Vers la fin du pétrole ?

Etudes

Didier Houssin

Les principales sources statistiques publiées évaluent à 1 150 milliards de barils le montant des réserves prouvées, ce qui représente 40 années de production au rythme actuel. Quand ne pourrions-nous plus compter sur le pétrole pour alimenter nos économies ? L'auteur revient sur les arguments des pessimistes et des optimistes qui s'affrontent sur la date du pic pétrolier. Selon ces derniers, les niveaux actuels des prix permettent d'envisager un développement rapide des investissements et du progrès technique qui, comme par le passé, permet d'améliorer les taux de récupération et ainsi de faire face au déclin de la production. Pour les pessimistes, le progrès technique n'a pas d'effet de compensation : on consomme désormais plus de pétrole qu'on n'en découvre et le rythme de remplacement des quantités produites (3 % des réserves par an) est lent. Selon l'auteur, pour préparer " l'après pétrole ", les Etats doivent prendre les mesures adéquates : renforcer la politique de sécurité d'approvisionnement, notamment en Europe, et encourager les économies d'énergie et la substitution aux produits pétroliers.

Estimer les réserves pétrolières : une question de méthodologie ?*Revue de l'Energie*

Yves Mathieu

Les réserves de pétrole représentent la partie techniquement et économiquement exploitable des volumes en place (ressources). La nature probabiliste des calculs conduit à une estimation incertaine des réserves qui ont tendance à être sous-évaluées. S'ajoute à cette incertitude l'existence de réserves additionnelles, dues à une meilleure exploitation des gisements grâce au progrès technique. Différentes méthodologies sont utilisées pour évaluer les réserves non découvertes : celles des explorateurs procédant à des études détaillées des bassins géologiques et celles des économistes qui fondent leurs analyses statistiques sur les résultats acquis. Les estimations du montant des réserves restant à découvrir sont légèrement différentes d'un organisme évaluateur à l'autre.

EGALEMENT DANS CE NUMERO**ORGANISATIONS INTERNATIONALES****Le FMI doit-il évoluer pour préserver son efficacité ?***Bulletin du FMI*

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale se réunissent chaque année. La veille de cette assemblée, dans le cadre d'une conférence, des experts de l'Institute for International Economics et d'anciens fonctionnaires du FMI ont examiné les mesures qui, selon eux, seraient nécessaires pour que l'institution conserve, à l'avenir, sa légitimité. Plusieurs sujets ont été débattus. La question d'une redistribution du pouvoir de vote entre les Etats membres a été soulevée mais les Etats-Unis se sont opposés à une éventuelle diminution de leur quote-part - 17 % du nombre total des voix, ce qui fait du pays le premier actionnaire. Les partisans d'un assouplissement du contrôle des taux de change et d'une décélération de l'octroi des prêts à grande échelle, se sont heurtés au conservatisme des défenseurs du FMI dans sa forme actuelle. La discussion n'a pas débouché sur des décisions concrètes mais elle aura permis de soulever la question d'une réforme de l'institution.

DEVELOPPEMENT**La propriété privée et les lois du capitalisme : l'approche de H. de Soto***L'Economie politique*

Jérôme Sgard

Un des principes de base de l'économie politique classique est l'affirmation que le capitalisme repose sur la propriété privée des moyens de production. Hernando de Soto, personnage médiatique, fondateur de l'Institut liberté et démocratie - un *think tank* installé à Lima (Pérou) -, ancien gouverneur de la banque centrale du Pérou et auteur récent d'un ouvrage *Le Mystère du capital*, qui a eu un certain écho, part de ce principe en cherchant à renouveler le rôle de la propriété dans le développement. La question centrale de son analyse est celle de l'informalité dans les économies en développement. L'immense majorité des populations des pays du Sud ne bénéficient en effet que de droits flous, extra-légaux et contestables. L'absence de droits de propriété clairement établis et garantis par les institutions juridiques constitue pour ces populations un frein au travail et à l'investissement. Cette situation a au final un coût considérable en termes de développement économique. L'approche de Hernando de Soto, si elle comporte des insuffisances, notamment théoriques, a néanmoins le mérite de présenter un certain intérêt pour comprendre ce qui reste un enjeu fondamental du développement.

EPARGNE**Du nouveau sur le taux d'épargne des ménages français ?***Bulletin de la Banque de France*

Henri Fraise

Alors que le taux d'épargne est en baisse dans la plupart des pays de l'OCDE sur la période 1994 - 2003, il s'est stabilisé en France aux environs de 16 %. Plus récemment, il a toutefois légèrement reculé, mais les comparaisons internationales le situent toujours dans la moyenne de la zone euro et bien au-dessus de celui des Etats-Unis ou du Royaume-Uni. L'auteur présente une analyse des déterminants du taux d'épargne français sur la base de travaux théoriques et empiriques. Il met notamment l'accent sur la divergence entre le niveau du taux d'épargne théorique et celui observé entre 2000 et 2003. La modélisation finalement retenue explique les évolutions du taux d'épargne par celles de la richesse, du ratio de dépendance, du revenu, de l'inflation, des taux réels et des déficits publics.

Année d'édition : 2005 48 pages, 21x27 cm
Réf. : 3303332028894 ISSN : 0032-9304